

**Réponse d'Outremer Telecom à la consultation publique sur le Projet de décision portant définition de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs outre-mer pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.**

Outremer Telecom tient à saluer et à remercier l'ensemble des services de l'ARCEP pour le travail effectué pendant cette dernière phase de la troisième analyse de marché permettant de fixer les plafonds tarifaires de la terminaison d'appel vocal mobile pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Le premier cycle de cette analyse de marché avait mis en exergue, au vu des problèmes concurrentiels récurrents dans les DOM, des attentes fortes des opérateurs alternatifs en matière de régulation.

Ces attentes perdurent dans l'environnement concurrentiel et réglementaire actuel : comme souligné par l'Autorité, *« le développement du marché outre-mer a atteint sa maturité, avec un taux de pénétration actif de 110 % (dont 122% pour la zone Antilles-Guyane et 98% pour la zone Réunion-Mayotte) à la fin du premier trimestre 2012 et la concurrence pour les services vocaux se tourne donc vers la rétention de clients et l'acquisition de clients des opérateurs concurrents. »*

Il convient également de rappeler que ce marché reste marqué par des positions excessivement fortes des deux opérateurs historiques, Orange Caraïbes et SRR, du fait notamment des effets clubs et des niveaux de terminaison d'appel élevés.

Enfin, et comme parfaitement indiqué par l'Autorité, *« les marchés de détail ont subi une évolution majeure avec la multiplication des gammes d'offres incluant de l'abondance. »*

Le niveau des terminaisons d'appel applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 constitue donc un enjeu majeur pour nos départements.

### ***Une baisse forte imposée par les nouveaux standards de marché***

L'année 2012 aura été marquée par le lancement dans les DOM, sous l'impulsion d'Outremer Telecom, de gammes proposant du « tout illimité » tant au départ du fixe que du mobile.

Si ces offres d'abondance cross net sont devenues le nouveau standard de marché, elles font, en cas de tarifs de terminaison d'appel supérieurs aux coûts, encourir aux opérateurs alternatifs un risque majeur d'aggravation de leurs déficits de trafic et de transferts financiers indus vers les opérateurs historiques.

Ce point est parfaitement décrit par l'Autorité de la Concurrence qui note que « (...) *dans la mesure où les terminaisons d'appels des opérateurs mobiles restent éloignées des coûts, un opérateur (...) qui souhaiterait proposer à ses clients des offres d'abondance all net (tous réseaux) sans que ses concurrents ne fassent de même, subirait nécessairement des déséquilibres de trafic – ses clients, qui disposent de forfaits illimités, passant plus d'appels qu'ils n'en reçoivent de la part de clients qui ne disposent pas des mêmes possibilités –, qui engendreraient à leur tour des déséquilibres financiers sur les marchés de gros à l'avantage des opérateurs mobiles tiers ne disposant pas d'offres d'abondance. Ainsi, plus la terminaison d'appel vocal mobile est éloignée des coûts, plus les déséquilibres financiers engendrés par ces déséquilibres de trafic sont importants.* ».

L'ARCEP aura relevé qu'au vu du niveau des tarifs de terminaison d'appel mobile des opérateurs historiques SRR et Orange Caraïbes, aucune offre d'abondance en « tout illimité » mobile ou fixe vers mobile n'a pu être lancée dans le passé de manière pérenne par un opérateur alternatif domien.

La commercialisation au cours du premier semestre 2012 d'offres d'abondance à des niveaux excessivement attractifs ne s'est faite que sur la base d'une anticipation de baisse très importante des charges de terminaison d'appel des opérateurs historiques au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Il conviendra également de noter que ces offres domiennes intègrent dans leurs forfaits la destination métropole, contrairement aux opérateurs hexagonaux qui excluent les communications ultramarines de leurs offres au motif principal d'un niveau des terminaisons d'appel considéré comme trop élevé jusqu'à alors.

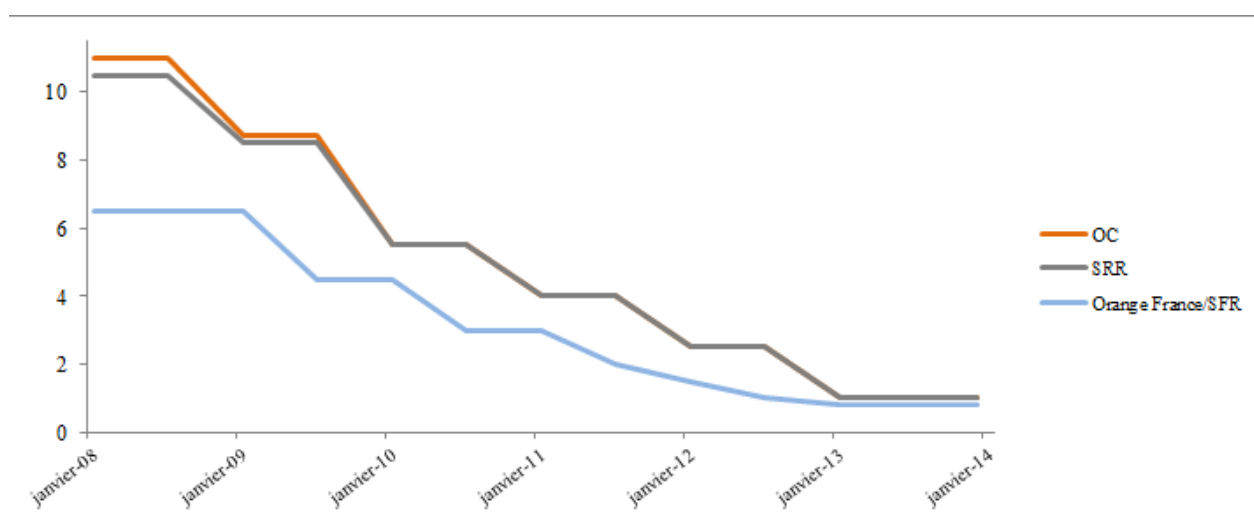
### ***Une baisse forte confirmée par les modèles de coûts***

Ces niveaux de terminaison d'appel doivent en 2013, conformément à la décision n°2010-1149 reprenant les dispositions de la recommandation européenne du 7 mai 2009, « *correspondre aux*

*coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace actif outremer, qui résulteront du modèle de coûts mis à jour, respectivement pour chaque zone considérée. »*

Les résultats de ces modélisations ont conduit l'Autorité à proposer un niveau de **1 ct/min** comme un niveau qu'elle considère « *raisonnable en référence aux coûts incrémentaux de long terme de terminaison d'appel vocal mobile pour un opérateur générique efficace ultramarin, à la fois pour la zone Réunion – Mayotte et pour la zone Antilles-Guyane, sur la période considérée par la présente décision.* »

Evolution des niveaux de TA des opérateurs historiques



Si cette proposition de baisse est la plus forte enregistrée depuis 2008, ce dont Outremer Telecom se félicite, il n'en demeure pas moins que l'écart de 25% qui a été maintenu entre les terminaisons d'appel des opérateurs historiques locaux et celles de leurs maisons mères de métropole ne nous apparaît pas justifié.

En effet, les résultats des modélisations font apparaître des écarts de coûts non significatifs : les coûts 2013 ressortent en effet à 0,48 c€/mn pour la zone Antilles Guyane et 0,69 c€/mn pour la zone Réunion Mayotte contre 0,40 c€/mn pour la Métropole.

**Au vu de ces résultats, Outremer Telecom souhaite au 1<sup>er</sup> janvier 2013 un alignement des tarifs de terminaison d'appel des DOM sur ceux de la Métropole.**

### ***Une baisse forte des tarifs de terminaison d'appel au niveau de la métropole***

*Dès 2011, l'Autorité de la concurrence avait relevé dans son avis n° n°11-A-19 que « S'agissant de la situation des opérateurs mobiles d'outre-mer, (...) les niveaux de terminaison d'appel actuellement observés outre-mer sont sensiblement supérieurs aux niveaux de métropole, alors que ces territoires sont marqués par de fortes asymétries de parts de marché entre acteurs. Pour le bon fonctionnement de la concurrence dans ces territoires, l'Autorité de la concurrence invite l'ARCEP à prolonger le mouvement de baisse des terminaisons qu'elle a engagé».*

Un constat identique peut être dressé aujourd'hui.

En premier lieu, les éléments que l'on peut tirer des travaux de modélisation travaux attestent que les coûts de SRR et Orange Caraïbes sont équivalents à ceux de leurs maisons-mères. L'ARCEP n'évoque d'ailleurs pas de surcoûts spécifiques encourus par ces deux opérateurs. L'écart de 25% sur 2013 au profit de SRR et d'Orange Caraïbes semble d'autant plus inexplicable qu'il conduit à traiter plus favorablement des opérateurs qui, à la différence de leur maisons-mères en métropole, sont en position dominante dans leur zone respective.

En second lieu, la baisse des terminaisons d'appel au niveau de la métropole est fondamentale pour le développement des offres d'abondance. En effet, ces offres engendrent mécaniquement un déséquilibre des soldes d'interconnexion.

A la lumière de ce qui précède, un alignement tarifaire des DOM sur la métropole apparaît comme pleinement justifié au regard des coûts et des attentes des consommateurs

**Outremer Telecom invite donc vivement l'ARCEP à retenir, lors de son adoption définitive, un niveau cible de 0,8 cts/mn raisonnable en référence aux coûts incrémentaux d'un opérateur générique efficace ultramarin pour les deux zones pour l'année 2013.**

\* \*

\*

